

Dans un discours remarquable prononcé à l'Université américaine de Washington, le 10 juin dernier, feu le président Kennedy a exhorté sa nation à réviser son attitude à l'égard de la guerre froide. Je voudrais, monsieur le président, qu'on me permette d'évoquer brièvement certaines des déclarations du président ce jour-là, car elles me semblent pertinentes, dans le débat qui nous occupe en ce moment. Le président avait déclaré qu'il avait choisi un sujet trop souvent enveloppé des ténèbres de l'ignorance et où la vérité se faisait rarement jour. Il a dit qu'il s'agissait du problème essentiel de notre univers, celui de la paix. Il a dit qu'il parlait de la paix à cause du nouveau visage de la guerre. La guerre totale, pour lui, était une absurdité; en effet, les grandes puissances peuvent à l'heure actuelle avoir un arsenal assez vaste et presque invulnérable d'armes nucléaires, et de nos jours, une simple arme nucléaire peut contenir dix fois la puissance de destruction de toutes les aviations alliées au cours de la dernière grande guerre. Le président a parlé de la paix comme de l'objectif rationnel et indispensable de tous les hommes guidés par la raison. Il a rejeté l'idée périlleuse que la paix sur terre était impossible, et que nous étions le jouet de forces incontrôlables. Le président a signalé qu'il ne s'agissait pas dans sa pensée des concepts transcendants de paix universelle et de bonne volonté totale.

J'espère que la Chambre voudra bien me permettre de citer un passage du discours du président:

Bornons-nous à faire porter nos efforts sur une paix plus concrète, plus facilement accessible, fondée non pas sur une conversion soudaine de l'homme, mais sur une évolution progressive des institutions humaines, sur une série d'initiatives concrètes et d'accords effectifs qui servent les intérêts de tous. Il n'y a pas de solution unique ou simple au problème de la paix; il n'y a pas de formule magique que pourrait adopter une ou deux puissances. Une paix véritable doit reposer sur le consentement de bien des nations et constituer le couronnement de maintes initiatives. Une paix de ce genre doit être dynamique et non pas statique, elle doit s'adapter, afin de répondre aux besoins de toutes les générations successives. En effet, la paix est un processus, un moyen de résoudre de nombreux problèmes.

Je n'ai pas à m'excuser, monsieur le président, d'avoir abondamment cité les paroles de M. Kennedy, car c'est à ce point de vue que, en étudiant les crédits des Affaires extérieures, nous pouvons le mieux discuter du rôle que peut jouer le Canada dans la tâche la plus importante de notre génération: l'édition d'une communauté mondiale. Il ne s'agit pas de trouver des formules magiques, ni de fuir la réalité, si dure soit-elle, mais

d'appuyer sans cesse les mesures et les ententes réellement orientées vers un ordre international véritable.

Comme ils s'entendent sur l'importance de cet objectif, tous les députés vont s'entendre sur plusieurs des moyens qui s'imposent pour l'atteindre. Au nom de mon parti, je vais souligner les aspects de notre politique internationale qu'il faudrait, à nos yeux, envisager autrement et où le Canada nous semble tirer de l'arrière.

En premier lieu, comme d'autres membres de la Chambre sans doute, nous croyons que le Canada doit appuyer entièrement les Nations Unies et leurs institutions. Nous croyons que nous devrions faire tout notre possible pour favoriser les intérêts des Nations Unies, par exemple—et le ministre en a parlé—en mettant en permanence à la disposition du secrétariat des Nations Unies un contingent de troupes canadiennes. Nous croyons que nous pouvons aider d'autres pays qui sont de cet avis à fournir aux Nations Unies une force qui constituerait au moins un effort en vue d'assurer le règne du droit dans le monde. Je me réjouis de ce que le ministre a dit à ce sujet et j'espère sincèrement que ses paroles seront suivies par des actes. Il y a des difficultés, je le sais, mais je ne vois pas pourquoi elles nous empêcheraient de fournir réellement aux Nations Unies une force semblable.

Nous croyons que la détente actuelle entre l'Est et l'Ouest, qui s'est concrétisée par l'accord sur l'interdiction des essais nucléaires, devrait être utilisée pour atteindre d'autres buts. Tout comme d'autres députés, je reviens d'un voyage ou d'une visite—je n'emploierai pas un autre mot que j'ai lu dans les journaux—en Europe où nous avons vu le déploiement massif de la puissance militaire de chaque adversaire dans la guerre froide. Il est vrai que cette confrontation massive crée, en raison de sa puissance de dissuasion, une sorte de stabilité incertaine. Il est vrai aussi, toutefois, qu'aussi longtemps que l'Allemagne restera divisée et que Berlin demeurera un îlot démocratique derrière le rideau de fer, on ne pourra avoir l'assurance d'une paix définitive dans ce secteur-clé du monde. C'est la raison pour laquelle notre parti préconise fortement l'établissement d'une zone démilitarisée en Europe et le retrait, de part et d'autre, de la force de frappe nucléaire et des autres armes, en vue de la disparition éventuelle de l'antagonisme militaire qui règne en Europe.

Une mesure connexe qui pourrait être fort utile sur le plan psychologique, ce serait la signature d'un pacte de non-agression entre les membres de l'OTAN et les pays qui adhèrent au pacte de Varsovie. Ceux qui ont visité l'Europe et qui se sont entretenus avec